

## **Union européenne, néolibéralisme et démocratie : quel plan B en Europe ?**

Je suis heureux de pouvoir participer, dans le cadre de ce séminaire, à cette discussion au sujet de la manière dont nous devons considérer l'Union européenne en Europe et préparer la mise en œuvre d'une stratégie de dépassement du néolibéralisme en Europe. Conformément à mes engagements, je parlerai d'abord des enseignements de la défaite et de la conversion au *statu quo* du gouvernement Tsipras puis de Syriza ; puis j'examinerai les options tactiques en cours d'élaboration et de discussion parmi les différentes forces de la gauche de transformation sociale en Europe.

Mais je veux en premier lieu dire quelques mots de la situation critique au sein de laquelle nous devons réfléchir. Pour résumer, on peut dire que les derniers mois ont constitué un tournant, non pas tant dans l'activité des institutions européennes que dans la perception qu'en ont les forces de transformation sociale en Europe. Cette hostilité grandissante concerne d'abord la politique économique des institutions européenne. Certes, il n'y avait rien de nouveau dans la stratégie de « parenthèse de gauche » (désintégration de toute alternative politique dans un pays européen) mise en œuvre et réussie par la Troïka : cela avait été annoncé ; les outils économiques (notamment le management de la dette public et l'asphyxie des liquidités) et politiques (les mémorandums et l'imposition de réformes structurelles) avaient été mis en œuvre déjà en Irlande, en République de Chypre ou au Portugal. Mais la dernière séquence a, de ce point de vue, clarifié les choses : l'Union européenne est un obstacle majeur à toute alternative politique en Europe. On peut le voir encore au sujet de la loi El Khomri, dont il faut rappeler qu'elle n'est qu'une étape des « recommandations du Conseil de la Commission européenne concernant le programme national de réforme de la France pour 2015 » (13 mai 2015), dans lequel on peut lire notamment que « la France devrait prendre des mesures résolues pour supprimer les seuils réglementaires prévus par le droit du travail et les réglementations comptables qui limitent la croissance de ses entreprises », afin de « réduire le coût du travail et améliorer les marges bénéficiaire des entreprises ». CQFD : Ce Qu'il Fallait Démontrer, et ce Code Qu'il Faut Défendre !

Mais deux autres processus politiques doivent retenir notre attention. D'une part l'intensification des politiques migratoires racistes de la Forteresse Europe. Elle était inscrite dans les traités de Dublin (dont la non remise en cause par Syriza, alors qu'il s'agissait d'un bien commun de notre plateforme depuis 2010, constitue l'un des derniers signaux de sa capitulation complète), dont le dernier accord entre l'Union européenne et la Turquie

constitue l'étape la plus récente. Le droit d'asile est enterré et le droit international est bafoué et contourné, le tournant vers le totalitarisme du gouvernement d'Erdogan est non seulement toléré mais aussi financé, le discours de l'extrême-droite est justifié. L'idée selon laquelle l'Union européenne serait conjoncturellement néolibérale d'un point de vue économique mais constituerait un rempart des valeurs progressistes et humanistes contre la barbarie s'avère pour ce qu'elle est : une idéologie sans prise sur la réalité. Troisièmement, le caractère anti-démocratique des institutions européennes est désormais explicite : pour reprendre les termes de Jean-Claude Juncker : « Il n'y a pas de choix démocratique contre les traités européens » ; ce dont a témoigné l'expérience grecque mais aussi par exemple les négociations sur le TAFTA et les OGM, qui, sans faire de bruit, ont été de manière décisive verrouillées au cours de l'année 2015, annonçant les catastrophes économiques, sanitaires et écologiques que l'on sait. Mentionnons également le recours systématiques de la BCE à une politique économique d'inondation des marchés par des milliards de liquidité pour éviter la crise financière qui s'annonce et sauver les banques systémiques (le *quantitative easing* est désormais sans doute l'hélicoptère monétaire), ou les projets en cours de discussion dans des fractions influentes du bloc au pouvoir des institutions européennes au sujet des moyens de consolider sa dimension étatique : impôt direct, armée européenne (Euroforce), refonte institutionnelle en 2017 sans passer par la case superflue et dangereuse du vote démocratique. Voilà les enseignements généraux de cet ensemble de constats : l'Union européenne est aujourd'hui l'une des avant-gardes mondiales du néolibéralisme autoritaire, elle se définit elle-même comme non démocratique et elle est démocratiquement irréformable ; une gauche de transformation sociale ne peut plus être crédible et réaliste sans mettre au cœur de sa stratégie la rupture avec l'Union européenne.

Mais comment faire et pour quoi faire ? Voici mes réflexions à ce sujet, à partir de l'expérience grecque (ce qu'il ne faut plus faire) puis des diverses propositions politiques aujourd'hui en voie d'élaboration.

### **I. Les enseignements de l'expérience grecque**

Je n'entrerai pas ici dans le détail <sup>1</sup> des manœuvres anti-démocratiques de la Troïka et du gouvernement grec qui ont conduit à cette défaite ; je pourrais aussi vous parler plus en détail (je reviens d'un voyage militant en Grèce) de l'état de la gauche grecque et de la solidarité

---

<sup>1</sup> Je renvoie à deux ouvrages auxquels j'ai contribué : Stathis Kouvelakis, *La Grèce, Syriza et l'Europe néolibérale. Entretiens avec Alexis Cukier*, Paris, La Dispute 2015 et Alexis Cukier et Pierre Khalfa (sous la direction de), *Europe, l'expérience grecque. Le débat stratégique*, Paris, Le Croquant, 2015.

populaire avec les victimes économiques des mémorandums et les victimes politiques de la politique migratoire de l'Europe Forteresse. Je rappellerai seulement rapidement le diagnostic de la défaite de Syriza : pas une seule mesure économique et sociale du programme de Thessalonique n'a résisté au rouleau compresseur de l'Union européenne, et le troisième mémorandum aggrave tous les facteurs qui ont conduit à la crise économique et financière, sociale et humanitaire que connaît la Grèce à cause des politiques économiques imposées par l'Union européenne, et tout particulièrement par ses représentants français qui ont une responsabilité immense dans cette affaire. Le troisième mémorandum a ajouté des clauses anti-démocratiques extrêmement graves, qui font qu'aujourd'hui plus un seul ministère en Grèce n'est autonome, que toute action de l'État est aujourd'hui conditionnée à l'accord de cette *force task* du néolibéralisme en Europe qu'on a coutume aujourd'hui d'appeler la Troïka. La Grèce est aujourd'hui dans une situation fort similaire à celle d'une colonie d'un Empire, et Syriza, qui ne fait plus aujourd'hui signe d'aucune volonté sérieuse de rompre avec cette sujétion économique et politique, gouverne une néo-colonie.

Quelles sont les raisons de ces renoncements et de cette défaite politique catastrophique ? Il y en a de très nombreuses : les manœuvres anti-démocratiques de la droite de Syriza ; les erreurs tactiques de la gauche de Syriza ; le manque de fermeté des autres mouvements sociaux et politiques grecs et européens qui auraient pu pousser le gouvernement à tenir bon sur le programme de Thessalonique face aux pressions, et bien d'autres encore qui ne se résument aucunement à une menace de Grexit qui aurait soudainement fait plier le gouvernement. Mais voici la principale raison : le gouvernement n'a pas voulu mettre en œuvre les outils économiques permettant concrètement de tenir face au nœud coulant et à la guerre de position de la Troïka et de l'Union européenne, et à la pression des États-Unis en faveur d'un accord refermant la brèche politique ouverte par les négociations. La leçon principale de l'expérience grecque est qu'on est voué à s'effondrer entièrement si on n'a pas la détermination de les mettre en œuvre, pour se protéger de la politique d'asphyxie économique et de l'imposition des réformes structurelles par l'Union européenne. Ces outils, nous les connaissons, ils étaient en discussion en Grèce depuis longtemps et étaient défendus notamment par l'aile gauche de Syriza et la Commission pour la vérité sur la dette publique, et au niveau international notamment par le CADTM. En France Pierre Khalfa et moi même, parmi d'autres, en avons présenté certains en avril 2015 <sup>2</sup> : moratoire et audit sur la dette,

---

<sup>2</sup> Alexis Cukier et Pierre Khalfa, « Grèce : l'heure des choix », <http://www.fondation-copernic.org/index.php/2015/06/19/grece-lheure-des-choix/>.

contrôle des capitaux sur les flux financiers, taxe sur les transactions financières et le capital, socialisation des banques systémiques, monnaie parallèle, et si nécessaire (et l'histoire a montré que pour la Grèce c'était nécessaire) sortie de l'euro, mesures sans lesquelles pas une seule mesure keynésienne, de relance économique et de justice sociale, n'a été possible en Grèce, et ne paraît crédible dans d'autres pays européens.

Ce n'est pas la majorité du peuple grec, mais le gouvernement de Tsipras et la partie de la gauche européenne qui l'a soutenue, qui n'était pas prêt pour mettre en œuvre ces outils économiques indispensables au lancement effectif d'une politique alternative. Alors, nous aurions pu élargir le soutien international, à la fois politique et concrètement solidaire, en faveur de la lutte du peuple grec ; faire renaître l'espoir dans toute l'Europe qu'une autre politique économique est effectivement possible. Mais le gouvernement Tsipras, j'en ai été un témoin privilégié, n'a jamais voulu jouer cette carte de la rupture et de la mobilisation internationale, et a privilégié au contraire la continuité dans les négociations et un repli sur des tactiques d'appareil purement nationales. Les « souverainistes » ne sont pas ceux que l'on croit. Voilà en tout cas ce qu'il ne faut plus jamais faire, si l'on ne veut pas faire le jeu du *There is no alternative*, alimenter la montée de l'extrême-droite qui se nourrit du discours d'impuissance de la gauche de transformation sociale, désespérer les classes populaires et démobiliser le peuple de gauche. Mais alors quelle solidarité et quelle stratégie, à l'échelle nationale et internationale, pour une rupture avec l'austérité ?

## **II. Rompre avec le néolibéralisme en Europe : le débat stratégique**

Nous devons d'abord soutenir les forces de gauche des pays de la périphérie qui proposent une confrontation avec les institutions européennes néolibérales venant des forces de gauche des pays de la périphérie. Bien entendu, et c'était l'un des premiers objectifs de la stratégie de la parenthèse de gauche, la direction de Podemos par exemple s'est empressée de s'aligner sur le gouvernement Tsipras après sa capitulation. Mais la crise de pouvoir dans l'appareil politique de Podemos fait bouger les lignes : Pablo Iglesias vire à nouveau à gauche pour se démarquer de la ligne d'Inigo Errejón, favorable à une alliance avec le PSOE, et de nouvelles convergences sont possibles avec Anticapitalistas, qui avait clairement critiqué le choix de Syriza et soutenu l'émergence d'Unité Populaire. Et les mobilisations sociales en Irlande (hostiles à l'Union européenne) et en Espagne (notamment autour des maires de Barcelone et Madrid, qui ont pris position contre l'accord UE-Turquie), la radicalisation des

forces regroupées autour du Bloco au Portugal sur les questions européennes, sont à cet égard encourageantes.

Cette solidarité politique aura un grand rôle à jouer en cas de rupture de l'un de ces pays avec l'euro et l'Union européenne : il faudra mener la bataille idéologique, organiser la solidarité concrète pendant la période de transition économique (sur le modèle du réseau européen de soutien aux dispensaires sociaux autogérés), faire pression sur les institutions de Bruxelles et les gouvernements des pays membres pour délégitimer la guerre économique qu'ils conduiront contre les tentatives d'alternative dans ce pays. J'ajoute que cette guerre aura lieu, que ce gouvernement de gauche soit conduit ou non à sortir de l'euro : seulement, dans le cas d'une rupture, il y aura une arme de moins dans la main de nos adversaires, notamment celle de l'asphyxie des liquidités, et des armes en plus de notre côté (par exemple l'annulation de la majorité de la dette, impossible dans le contexte institutionnel actuel). Mais il faut aussi, au niveau des pays du Centre, et pour la France main dans la main notamment avec la gauche allemande, élaborer un projet de rupture avec ces institutions mortifères et de reconstruction d'autres outils et institutions internationales au service de la justice sociale. C'est-à-dire : défendre ensemble l'équivalent d'un programme de Thessalonique pour chacun de nos pays, impliquant la désobéissance et la rupture avec les institutions de l'Union européenne et les moyens économiques de les mettre en œuvre.

À cet égard, se dessinent aujourd'hui cinq options stratégiques portées par des forces sociales et politiques en partie différentes.

1. La stratégie du Parti de la Gauche européenne. L'hypothèse est celle d'une réforme démocratique et graduelle des institutions européennes, organisée essentiellement autour d'un contrôle politique sur la BCE et d'une accentuation des prérogatives du Parlement européen. À mon sens, c'est une erreur grave : c'est un projet irréaliste, impopulaire, et dont la logique conduit à des positions intenable et politiquement dangereuses, comme le soutien inconditionnel au gouvernement grec, et donc l'alignement sur les forces sociales-libérales auxquelles le gouvernement grec est désormais organiquement assimilé.

2. L'option du « mouvement social européen », portée par l'Altersommet et Transform! Europe. Leur hypothèse à ce jour est qu'il ne faut pas de rupture avec l'Union européenne, mais une hausse du niveau de confrontation sociale avec les institutions européennes, qui passe notamment par des manifestations, pétitions, mobilisations dirigées contre Bruxelles. À mon sens, ce mouvement est très utile sur le plan du nécessaire travail de

confrontation idéologique et d'éducation populaire au sujet des enjeux européens. Mais s'en tenir là serait une sérieuse impasse stratégique : d'une part parce qu'il ne faut pas seulement « changer le rapport de force » mais aussi rompre politiquement avec les institutions néolibérales et, d'autre part, ne pas négliger le fait qu'une mobilisation sociale, même massive, ne pourra forcer à la démission une oligarchie européenne non élue.

3. L'hypothèse de « *Democracy in Europe Movement* » (DIEM 25), initié par Yanis Varoufakis. Dans un premier temps : transparence au sujet des prises de décision en Europe, avec notamment la mise à disposition de tous des débats dans les institutions européennes. Dans un deuxième temps : redéploiement des institutions existantes (« par réinterprétation créatrice des chartes et traités existants » (on reconnaît la rhétorique malicieuse mais aussi à mon sens malhonnête de Varoufakis) pour stabiliser les crises de la dette publique, des banques, de l'insuffisance des investissements et de la montée de la pauvreté. Enfin, une Assemblée constituante composée de représentants élus sur des listes transnationales, qui aurait le pouvoir de décision sur une future constitution démocratique remplaçant tous les traités européens existants dans les dix ans. Il s'agit à mon sens d'une erreur théorique et d'une impasse politique. Erreur théorique parce qu'elle résume la situation à l'alternative entre adhésion complète à l'Union européenne telle qu'elle est ou repli national, sans envisager la voie pourtant nécessaire d'une combinaison entre rupture nationale et solidarité et reconstruction institutionnelle organisée au niveau international. Et politique parce qu'il n'est pas possible de construire une Union européenne progressiste sans auparavant détruire l'Union européenne néolibérale. Yanis Varoufakis n'a pas pris la mesure du caractère anti-démocratique de l'Union européenne, qui ne laissera jamais se développer un tel projet, qui nécessiterait une majorité de gouvernements progressistes en Europe, ce qui dans le cadre de l'Union européenne n'arrivera jamais. Enfin, ce projet est une démission tactique grave : à la question « Qui réalisera ce changement ? », le Manifeste DIEM 2015 répond « Nous les peuples d'Europe », sans aucune tactique, sans aucun outil économique. Pour un économiste qui a participé à la défaite de Syriza, c'est un aveuglement difficilement compréhensible.

4. Il y a enfin la stratégie du « Plan B », au sein de laquelle se dessine à ce jour deux options. La première option, présentée lors de la conférence du Plan B à Madrid et proche de DIEM25, ne veut pas (pour des raisons électorales ou idéologiques) parler d'alternative, et préfère parler de désobéissance à l'Union européenne. Je pense que cette désobéissance restera un simple discours, d'abord de propagande, puis vain, puis mensonger comme aujourd'hui en Grèce, si l'on ne prépare pas les outils économiques et politiques permettant

de tenir face à la guerre de l'UE contre toute tentative d'alternative démocratique, progressiste et anti-austéritaire en Europe.

C'est pourquoi je défends la deuxième option, majoritaire au Plan B à Paris et défendue plus explicitement par un nouveau réseau « *European Research Network on Social and Economic Policy* » (Erensep) qui sera lancé à Thessalonique les 26 et 27 avril prochains autour de Costas Lapavistas et Oskar Lafontaine. Elle reprend la position de Syriza en 2012 : « Pas de sacrifice pour l'euro ». Il s'agit d'affiner les mesures unilatérales que devra prendre un gouvernement d'un des pays membres et de commencer à construire un projet européen alternatif. C'est la bonne voie, même s'il manque encore la dimension du rôle des mouvements sociaux européens, pour organiser la bataille idéologique et la solidarité populaire lors de la guerre de position qui, sortie de l'euro ou pas, aura lieu entre un gouvernement de gauche et l'UE.

Voilà ce que pourrait être à mon sens un bon scénario : dans un pays (disons l'Espagne) est élue au gouvernement une coalition de la gauche radicale, qui engage aussitôt une confrontation réelle avec l'Union européenne et une coopération avec des mouvements populaires offensifs au niveau national et international. Il met en œuvre graduellement des mesures unilatérales (taxation des transactions financières et du capital, contrôle des capitaux et moratoire sur la dette), qui font l'objet de mobilisations nationale et internationales, et d'une pression sur les institutions européennes. En riposte graduée à l'asphyxie financière, aux diktats économiques et aux tentatives de déstabilisation politique par les institutions européennes, ce gouvernement met en œuvre ensuite une série de mesures défensives : annulation d'une partie de la dette, monnaie parallèle ou sortie de l'euro, et offensives : hausse des salaires, reconstruction des services publics, soutien aux circuits économiques alternatifs. Enfin, avec le soutien d'une mobilisation populaire accrue au fil de cette guerre de position et garantie par les premières mesures de relance économique, amorce d'une transition économique : organisation de la solidarité populaire nationale et transnationale, socialisation de l'achat de certains biens de première nécessité face à la hausse de leur prix, socialisation des banques systémiques, politique de relance liée à la maîtrise de l'inflation, coopération économique avec les partenaires les moins politiquement hostiles, et, espérons-le, alliance avec les pays, européens ou non, partageant un projet politique semblable. À mon sens, du fait de la logique économique du néolibéralisme et de la dynamique politique de l'Union européenne, nous aurons en Europe dans les dix prochaines années ou bien quelque chose qui ressemblera à cela, ou bien la poursuite de l'austérité et de l'autoritarisme à court terme et à moyen terme un plan B conduit par des forces d'extrême-droite, au niveau national et

international.

C'est ce que veut la jeune génération européenne, que mon expérience militante en 2015 m'a fait mieux connaître : ne pas sacrifier le présent et l'avenir sur l'autel utopique d'une Europe sociale et démocratique. Elle n'attend rien de l'Union européenne, mais beaucoup d'outils économiques et politiques concrets – soutenus par la solidarité populaire et internationalement élaborés, mais qui ne pourront être mis en œuvre pour commencer que pays après pays – conçus et mis en œuvre pour sortir les peuples de la cage d'acier du néolibéralisme.